Entretien avec Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme.

Charlotte Girard, Véronique Champeil-Desplats and Isabelle Boucobza

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/14480>

DOI: 10.4000/revdh.14480

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Charlotte Girard, Véronique Champeil-Desplats and Isabelle Boucobza, "Entretien avec Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme.", *La Revue des droits de l'homme* [Online], 21 | 2022, Online since 31 January 2022, connection on 26 September 2022. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/14480> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.14480>

This text was automatically generated on 26 September 2022.

All rights reserved

Entretien avec Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme.

Charlotte Girard, Véronique Champeil-Desplats and Isabelle Boucobza

1. TOUTES LES VIGIES INSTITUTIONNELLES, Y COMPRIS JURIDICTIONNELLES POUR CERTAINES, SONT EN ÉTAT D'ALERTE AU SUJET DES DROITS ET LIBERTÉS EN FRANCE DEVANT L'ENCHAÎNEMENT DES ÉTATS D'URGENCE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES EN FRANCE. QUELS ENSEIGNEMENTS LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME TIRE-T-ELLE DES EXPÉRIENCES DE PÉRIODES PASSÉES D'ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS POUR ANALYSER ET RÉPONDRE AUX RESTRICTIONS DE LA PÉRIODE ACTUELLE ?

Pierre Tartakowsky : Le terme d'alerte s'impose, effectivement. Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que droits et libertés sont à la peine et l'objet de politiques restrictives. Mais ces dernières années ont vu s'opérer une conjonction désastreuse entre une succession d'états d'urgence, une exacerbation continue des inégalités, de plus en plus durement ressenties et des thématiques venant de l'extrême droite mais auxquelles font de plus en plus écho des gestes, propos et décisions de l'exécutif. Par définition, l'état d'urgence assume d'être limitatif des libertés et des droits. Lorsque cet état est reconduit, jusqu'à se construire en paradigme politique, il débouche sur une situation nouvelle et sans retour à un « avant », quel qu'il soit. Si l'histoire – lointaine et récente – nous apprend une chose, c'est bien que toute remise en cause d'un droit, une fois effective, s'accompagne d'un double effet. D'une part l'effet cliquet et, d'autre part, l'effet de surenchère. Car les solutions sont bien rarement au rendez-vous du répressif ; il faut donc, au bout d'un certain temps, proposer d'aller plus loin, de serrer plus fort, de limiter toujours davantage. Ce cercle vicieux est d'autant plus redoutable qu'il se double de charges idéologiques contre toutes celles et ceux qui n'y souscrivent pas, ne s'inscrivent pas dans sa logique. C'est à ce point précis que s'opposent ceux qui estiment que la liberté – et les droits fondamentaux qui en procèdent – doit prévaloir en tous lieux et tous temps pour que les sociétés élaborent les réponses aux défis qui leur sont posés et ceux qui jugent que liberté et droits sont des variables d'ajustement subordonnées au domaine régalien : sécurité

nationale, sécurité intérieure, ordre public, et à l'œil sourcilleux d'un nouvel ordre moral... C'est de ce marigot politique et social, à la fois croupi et instable qu'émergent les « monstres » gramsciens des phases troubles de mœurs de l'histoire. S'est ainsi mis en place un « sens commun » dont l'alphabet Orwellien de base est qu'« étranger » signifie « problèmes », « musulman », « terroristes » et « laïcité », « interdits ». Les bases d'une logique de chasse aux sorcières étant installées et légitimée au fil des drames qui ont ensanglanté le pays, autorisent aujourd'hui le président et son exécutif à promouvoir sans complexe une logique de boucs émissaires, avec tous les risques afférents. De fait, assumer vouloir « emmerder » une partie des Français ou proclamer comme vérité d'évangile que « les devoirs passent avant les droits » remet en cause - frontalement ou de façon oblique - l'égalité comme base du contrat et l'idée même que la société se construit sur et par le droit. Une telle approche ravale l'accès aux droits et l'exercice des libertés au rang de pures contingences ; pire, elle contribue logiquement à la préemption en marche du débat politique par les thématiques anti-égalitaires d'une extrême droite soit classiquement raciste, misogyne et altérophobe, soit complotiste, antisémite et irrationnelle, aucune de ces catégories n'étant d'ailleurs exclusive des autres. Si un tel contexte ne modifie pas fondamentalement l'agenda de la Ligue des droits de l'Homme, il l'inscrit dans l'urgence il en accroît les difficultés et surtout, obère sa mise en perspective. Il y a en effet un lien étroit entre la volonté de défendre les droits et les libertés, de lutter contre les inégalités et les discriminations, et la perception d'un horizon d'attente politique légitimant la quête d'un mieux-être pour tous et chacun.

2. Y A-T-IL SELON VOUS UN LIEN ENTRE LA BANALISATION DE DISCOURS RACISTES ET ANTISÉMITES, ET LA PLACE PRISE PAR LES RÉSEAUX SOCIAUX DANS LES DÉBATS PUBLICS ?

Pierre Tartakowsky : La question appelle une réponse à la fois simple et compliquée. Il existe un lien d'évidence, qui renvoie à la fonction même des réseaux sociaux, à savoir porter et diffuser, potentiellement de façon exponentielle une parole, des propos, quels qu'ils soient et sans filtre critique. Pour liquider tout faux débat, il faut rappeler d'une part que le racisme et l'antisémitisme n'ont pas attendu les réseaux sociaux pour se banaliser et d'autre part, que ces mêmes réseaux sociaux ont porté et portent encore, selon les événements, des valeurs de libération. Ils aident à la structuration de mouvements revendicatifs de salariés isolés, ont largement fait écho aux mouvements populaires du « printemps arabe », sont la bête noire des régimes autoritaires. Il n'y a donc aucune fatalité de contenu liée à l'outil lui-même. Les réseaux sont largement comparables au divan du psychiatre, qui facilite le retour du refoulé ; ils offrent l'opportunité à chacun d'exprimer les archaïsmes qui le hantent, les haines et les peurs plus ou moins bridées par les normes de la vie sociale dans une démocratie prônant l'égalité, le dialogue, la raison. Cette résurgence spectaculaire, n'a malheureusement rien de thérapeutique mais nous indique l'ampleur des frustrations qui travaillent le corps social et la profondeur dangereuse du déficit d'espérances collectives. Elle signale aussi l'existence d'entrepreneurs de haines, extrêmement actifs sur un média dont le retour sur investissement constitue une véritable aubaine. Les composantes de l'extrême droite, longtemps écartées des médias traditionnels en ont très vite saisi l'intérêt : expression directe, sans obligation aucune de débattre ou d'étayer tel point de vue, moins encore de le justifier. De ce point de vue, les réseaux sociaux offrent indéniablement un environnement favorable à la prolifération du faux, de la rumeur, de l'insinuation, du « ça va sans dire » connivent qui se suffit à lui-même, toutes constructions qui sont

au cœur de la dialectique raciste, antisémite, misogyne et homophobe. Mais cette dynamique perdrait beaucoup de sa viralité nuisible si elle était laissée à elle-même. Sa pleine force, elle la trouve dans les rapports, relais et alliances – jeux aux règles fluctuantes, opportunistes – qui se nouent entre réseaux sociaux, médias traditionnels, personnalités politiques. L'impact devient alors global, se prétend normatif. Dès ce moment, incriminer les seuls réseaux sociaux au nom des « valeurs », de la « vertu » équivaut à se déclarer impuissant face à une hydre, de surcroît toujours présenté comme populaire. Cela conduit fatalement à défendre des mesures de censure globale, dont on abandonne soigneusement la gestion aux Gafam, autrement dit, ceux-là même qui, insidieusement, renforcent la viralité du phénomène à travers leurs algorithmes. Non seulement cette démarche est largement inefficace contre les maux qu'elle prétend combattre mais elle contribue à fragiliser gravement la liberté d'expression. La haine en ligne, quel qu'en soit le contenu, appelle donc d'abord et surtout l'application des lois existantes, dans leur double dimension protectrice et répressive, de façon proportionnée.

3. COMMENT ENVISAGEZ-VOUS L'AVENIR DE LA LUTTE POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS EN FRANCE ; AVEC QUELS OUTILS ET SELON QUELLES LIGNES POLITIQUES ?

Pierre Tartakowsky : Je serais tenté de vous répondre, en paraphrasant Harold Mac Millan, que nous agissons « en fonction des événements », mais ce serait peu satisfaisant et surtout, inexact. En effet, nous sommes conscients, au-delà de ces fameux « événements » et quels qu'ils soient, d'affronter une séquence lourde et longue de graves mises en cause des droits et des libertés. C'est en fonction de cette réalité-là que nous essayons de penser notre activité à court et moyen terme. Il nous revient de tenir bon sur les principes qui la fondent. L'actualité internationale, politique et sociale illustre régulièrement l'ampleur des attaques contre l'indivisibilité des droits, leur universalité au bénéfice de la tentation croissante en tous domaines des États de faire cavalier seul. C'est un enjeu essentiel, sur lequel il nous faut tenir bon, au regard de ce qui peut fonder une humanité à la fois commune et plurielle, ainsi que nos propres sociétés. Cette « résistance idéologique » dont nous sommes porteurs est de celles sans lesquelles il deviendrait impossible de penser sur le temps long les résistances, tout court. Or, il s'agit bien de cela et nous entendons plus que jamais assumer ce rôle de vigie, prévenir des périls, désigner des routes sûres, autrement dit, contribuer à inscrire dans le débat public des alternatives pensées à partir des droits. Alors que notre société tend à se laisser guider par la peur, il est vital que des voix alarment, inlassablement, sur les périls du tout sécuritaire et du primat du répressif, sur un lent étouffement des libertés publiques et sur la mise en asphyxie de la citoyenneté qui l'accompagne. Ces priorités correspondent de fait au rôle, au champ d'action de la Ligue et à ses modes d'intervention traditionnels, que cela se traduise par des interventions en milieu scolaire – par exemple sur les enjeux de laïcité ou de racisme – par la défense des droits des immigrés, réfugiés, mineurs isolés, par la dénonciation des violences policières, par des recours en justice... Mais il est clair que l'entassement des crises auquel nous sommes confrontés – sociale, économique, sanitaire, de représentation, écologique... – se traduit par une exacerbation des contradictions, des intérêts en jeux, des stratégies des acteurs. Dans ce contexte, l'un des défis que nous affrontons d'ores et déjà tient à la fragmentation sociale, politique et aux déficits qui en découlent en termes de solidarité, d'action, d'engagement, de projection dans un

futur désirable, bref dans notre capacité à produire collectivement du commun en termes de droits. Or, privée de cette dimension politique, au sens le plus radical du terme, chaque engagement pour la défense ou la promotion d'un droit, court le risque, *in fine*, de venir enrichir une fragmentation concurrentielle. Pour une association généraliste de défense des droits, cela soulève trois difficultés majeures : d'abord, maintenir son indépendance associative ; ensuite rester généraliste en refusant d'opposer les droits entre eux et de hiérarchiser leur défense ; enfin, placer de façon permanente l'enjeu des droits aux carrefours du débat citoyen. La Ligue n'y a jamais failli, sans jamais se laisser arrêter par des considérations partisans, de quelque nature qu'elles soient. Cette lucidité et cette indépendance sont partie intégrante de son patrimoine historique et lui confèrent une légitimité, une « capacité de convocation » qui en font un acteur majeur de rassemblement. C'est autour de ce triptyque – actions de terrain, actions en justice, dialogue avec tous les acteurs associatifs, syndicaux politiques autour de la défense des droits et des libertés, que nous pourrions poursuivre et structurer nos engagements. Cela n'a rien de simple mais le rassemblement est possible : les contradictions sociales, économiques et écologiques vont s'exacerbant et trouvent leurs débouchés dans des mobilisations revendicatives spécifiques, qui perdurent et nourrissent une dynamique démocratique. C'est un atout d'avenir.